# Les incidents scolaires liés au voile et aux tenues islamiques se multiplient, confirme le Renseignement territorial. 144 entorses à la laïcité en 3 mois (MàJ : Pap Ndiaye demande “du calme” et agira “s’il y a lieu d’agir”)

14/06/2022 à 20h23



## 14/06/2022

> *Quant les renseignements territoriaux font état de 144 incidents liés au port de tenues islamiques, il ne s’agit pas de 144 élèves hein. Mais de 144 établissements dans lesquels ces provocations étaient collectives et concertées.*
>
> *— Fatiha Agag-Boudjahlat (@AgagBoudjahlat) June 14, 2022*

---

Selon des chiffres du Service central du renseignement territorial, divulgués par RTL mardi 14 juin, 144 entorses à la loi de 2004 sur la laïcité à l'école ont été recensées au deuxième trimestre 2022 contre 97 sur les trois premiers mois de l'année, soit une augmentation de plus de 48 %.

*« Je suis universitaire et scientifique, j'ai besoin de données avant de pouvoir agir, s'il y a lieu d'agir »*, a expliqué Pap Ndiaye

Public Sénat

---

**Info RTL** 144 entorses à la loi de 2004 sur la laïcité à l'école ont été recensées au deuxième trimestre, contre 97 au premier d'après les policiers du SCRT qui ont livré le 8 juin une analyse du phénomène. Ils alertent sur des enseignants "démunis".

Certains y verront une publication opportuniste du ministère de l'Intérieur après l'article de *l'Opinion* dénonçant début juin une "épidémie de tenues islamiques" dans les établissements scolaires. D'autres, au contraire, la confirmation d'un phénomène qui inquiète le corps enseignant.

Le Service central du renseignement territorial (SCRT), service de police héritier des RG et chargé notamment du suivi des communautarismes, a publié le 8 juin une note confidentielle, consultée par RTL, sur les entorses à la loi de 2004 sur la laïcité à l'école. S'il ne reprend pas le terme polémique "d'épidémie" le document de douze pages **confirme la "multiplication" ces derniers mois de cas d'élèves qui refusent d'ôter leur voile islamique ou qui souhaitent porter des tenues "traditionnelles"**, pour les filles des robes amples qui couvrent le corps type jilbebs ou abayas, pour les garçons kamis ou djellabas.

(…)

Dans le détail le document relève que 144 entorses à la loi de 2004 ont été recensées par le ministère de l'Éducation nationale entre janvier et mars 2022 principalement dans le secondaire. Ce qui représente **50% d'augmentation** par rapport au premier trimestre ou 97 entorses avaient été rapportées. Un chiffre important mais à rapporter aux 5,6 millions d'élèves scolarisés dans les lycées et collèges. Autre point de comparaison, on en comptait 150 sur toute l'année 2018.

En théorie ces 144 incidents concernent toutes les religions car la loi ne permet pas de les catégoriser en fonction des confessions. Mais **"l'écrasante majorité" des faits concerne l'Islam** précise à RTL la source policière au fait du dossier.

(…) RTL.fr

(Merci à turlututu2)

---

# 02/06/2022

> *Tenues islamiques: les signalements de la part des chefs d'établissement se multiplient pic.twitter.com/g83ce20lCH*
>
> *— BFMTV (@BFMTV) June 2, 2022*

> *Cette ancienne directrice d'école à Bobigny estime que les tenues islamiques, "c'est la même chose qu'un sac Gucci ou que des baskets Nike" pic.twitter.com/q4oqgqCnya*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) June 2, 2022*

---

[…] “Là-dessus je vais être très clair, la politique que je veux conduire est toujours la même, celle de la vérité. Il ne doit y avoir aucun tabou, aucun interdit et non plus aucun fantasme. Donc moi je veux de la vérité, de la clarté sur tous les chiffres. Et ensuite je veux que la loi de la République s’applique”, a-t-il ajouté. “Et la loi est très claire: pour tous les élèves dans nos écoles, il n’y a pas de signes religieux, quels qu’ils soient”, a-t-il encore dit.

## “Cette recrudescence est une réalité”

“Nous allons avec monsieur le ministre (de l’Éducation, Pap Ndiaye, ndlr) regarder, mesurer et répondre avec la plus grande clarté à toutes les situations qui ne respectent pas les lois de la République”.

*L’Opinion* affirme jeudi que l’Education nationale est confrontée à une “épidémie” de “tenues islamiques” et que “plusieurs incidents ont éclaté dans diverses académies ces derniers mois”. Selon le journal, des abayas (robe traditionnelle noire) et kamis (tunique musulmane) “ont fait leur apparition ces derniers mois aux portes de plusieurs lycées”. […]

BFM TV

---

[…] Plusieurs académies, à des degrés divers, sont concernées. Le phénomène a récemment pris de l’ampleur, laissant penser qu’il s’agit, si ce n’est d’une opération concertée, du moins d’un **prosélytisme affirmé**. **Des « défis » sont même apparus sur les réseaux sociaux, incitant les jeunes à tester leur lycée.**

Selon les informations de l’Opinion, **les renseignements**

**territoriaux ont alerté le ministère de l'Intérieur, comme les rectorats l'ont fait pour l'Education nationale**. Le dossier va vite être soumis à **Pap Ndiaye** et pourrait servir d'examen de passage au nouveau ministre quant à sa fermeté sur les atteintes à la laïcité. **A Grenoble, deux jeunes filles ont été rappelées à l'ordre mi-mai. La direction du lycée Mounier a ensuite envoyé aux parents d'élèves un mail, cité par le Dauphiné libéré, rappelant que « les tenues non adaptées (claquettes, les tenues de plage ainsi que les tuniques longues considérées comme un signe ostentatoire religieux) ne sont pas acceptées ». Dès le lendemain, les abayas étaient plus nombreuses à l'entrée, puis une pétition « contre les discriminations faites aux lycéennes » mise en ligne sur le site change.org. Ces incidents ont eu lieu la semaine où la majorité d'Eric Piolle (EELV) votait l'autorisation du burkini dans les piscines municipales.** «Hausse significative». Dans l'Aisne, des familles ont eu la surprise de voir des garçons en kamis le jour de la fête de l'Aïd ; d'autres, dans l'Oise, dénoncent une "épidémie" de port du voile. Les régions de Bordeaux, Clermont-Ferrand, la banlieue francilienne comme Paris intra muros sont aussi concernées. Parfois, les élèves retirent leur voile-capuche à l'entrée pour mieux le rabattre dans la cour ou dans les couloirs, tandis que les surveillants s'évertuent à faire respecter le règlement. **Quand quelques lycéennes se voient priées de rentrer chez elles, c'est parfois un groupe de 10 ou 15 qui se présente le lendemain.**

[…]

Le dossier est suivi avec d'autant plus d'attention qu'en 2011, une « affaire de longues robes » à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), avait provoqué une polémique. Quelques lycéennes drapées dans des tenues sombres avaient fait des émules au lycée Auguste-Blanqui, aussitôt soutenues par deux groupuscules fondamentalistes, **Forsane Alizza** ( « Les Cavaliers de la fierté ») et le Collectif cheikh Yassine (CCY), dissous administrativement depuis. Le second avait été

créé en 2004 par **Abdelhakim Sefrioui. L’homme avait, plus tard, été identifié par la proviseure du lycée Blanqui comme « l’oncle » venu défendre avec véhémence les élèves en cause. En 2019, après un cours sur la laïcité et la présentation de caricatures de Mahomet dans un collège des Yvelines, Abdelhakim Sefrioui faisait un scandale auprès de la direction. L’enseignant visé s’appelait Samuel Paty.** Soupçonné d’avoir participé à l’engrenage mortel ayant conduit à l’attentat, l’islamiste est aujourd’hui incarcéré, mis en examen pour complicité d’assassinat.

L’Opinion